



# **Communiqué de la Fédération Nationale de la Libre Pensée**

**Membre de l'Union Internationale Humaniste et Laïque (IHEU)**

10/12 rue des Fossés-St-Jacques 75005 Paris

Tel : 01.46.34.21.50 – Fax : 01.46.34.21.84 – Courriel : Libre.Pensee@wanadoo.fr

## **COMMUNIQUE DE PRESSE**

### **N'acceptons pas la destruction de l'École publique qui ouvre la voie à l'obscurantisme !**

Le gouvernement poursuit son travail de sape méthodique de l'enseignement public. Après la suppression des cours le samedi matin à l'école primaire pour organiser la diminution de postes d'enseignants, après la suppression des BEP+ BAC PRO en quatre ans pour les remplacer par un bac professionnel en trois ans à des fins d'économies de postes, il est question à présent de supprimer l'enseignement obligatoire des sciences au lycée.

Il est envisagé, très sérieusement, dans les hautes sphères du ministère de supprimer les cours de Physique-chimie et Sciences de la vie et de la Terre en classe de seconde. La réforme du lycée, qui réduit la semaine d'enseignement de 35 h à 27 h, pour pouvoir réduire massivement les effectifs des enseignants, prévoit, en outre, le classement des disciplines en enseignements fondamentaux pour 60% du temps (soit 16 h par semaine sur un total de 27 h), enseignements exploratoires pour 25% du temps (7 h par semaine) et enseignements d'accompagnement pour 15% du temps (4 h par semaine). Dans l'état actuel de la réflexion au ministère, les sciences expérimentales ne figurent pas parmi les enseignements fondamentaux, ce qui est déjà invraisemblable, et sans doute ne feront pas partie des enseignements exploratoires (pour mémoire les élèves de seconde actuelle ont 3 h 30 de physique-chimie par semaine et 2 h 30 de SVT) ! Sur quelle base les élèves feront-ils le choix de la filière scientifique ?

Cette décision, si elle venait à être appliquée, signifierait que les élèves du lycée, ceux qui n'auront pas choisi la filière scientifique, n'auront suivi à peu près aucun cours de sciences de la nature. Dans une société où la plupart des objets quotidiens et l'avenir économique, social et culturel font appel à de la science de pointe, quel avenir prépare-t-on à des adolescents que l'on aura rendus scientifiquement analphabètes ? Sur quelle base pourront-ils construire leur opinion s'agissant des problèmes comme la pollution, le choix des sources d'énergie, l'évolution du milieu naturel ?

A l'heure où les partisans du créationnisme et du dessein intelligent gagnent du terrain, quelles armes intellectuelles disposeront les citoyens qui n'auront jamais entendu parler de théorie de l'évolution des espèces ? Quand le nombre de porteurs du HIV augmente, quel sera le comportement de jeunes gens qui n'auront pas entendu parler des MST et des moyens de s'en protéger ? Espère-t-on enrayer l'augmentation du nombre de grossesses non désirées chez les très jeunes femmes en supprimant les cours sur la reproduction et la contraception ? Enfin, si ce projet était mis en œuvre, que deviendraient la recherche scientifique et l'Université dans les disciplines scientifiques ?

La suppression de l'enseignement de l'Histoire-Géographie, qui est également envisagée pour les classes de 2<sup>e</sup> cycle, complèterait ce projet visant à transformer l'École civilisatrice en son contraire, en interdisant aux jeunes esprits de se structurer et en les vouant donc à l'ignorance.

La Libre Pensée s'insurge de ce nouvel appauvrissement dramatique des contenus d'enseignement. A l'heure où le pape est reçu en grande pompe par le président de la République, et où l'on évoque de plus en plus l'enseignement du fait religieux à l'École publique laïque, cette attaque contre l'enseignement d'une approche rationnelle du monde résonne d'autant plus comme une offensive obscurantiste sans précédent.

Avec insistance, la Fédération nationale de la Libre Pensée sollicite un entretien avec le ministre compétent, monsieur Xavier Darcos. Malgré un engagement de principe, aucune suite n'a été donnée.

La Libre Pensée appelle toutes les citoyennes et tous les citoyens à se mobiliser pour obtenir le retrait de ce projet obscurantiste, condition de la défense de l'École publique et de la raison. La Libre Pensée se déclare prête à participer à toute mobilisation pour obtenir le retrait de ce funeste projet.

Paris, le 13 octobre 2008